



Avec l'aide du WEF, le Canada va lancer un programme fédéral d'identification numérique

Les représentants du gouvernement ont déclaré que le programme était "l'équivalent électronique d'un document de preuve d'identité reconnu", tel qu'un permis de conduire ou un passeport, qui "confirme que "vous êtes qui vous prétendez être" dans un contexte numérique".

Par [Children's Health Defense](#)

Mondialisation.ca, 19 août 2022

[The Defender](#)

Région : [Le Canada](#)

Thème: [Droits humains et État policier](#)

Le gouvernement canadien, s'appuyant sur un partenariat avec le Forum économique mondial (WEF), élabore un nouveau "[programme d'identité numérique](#)" fédéral.

L'objectif de cette nouvelle initiative est de développer un document numérique de preuve d'identité, qui pourrait être utilisé dans différents systèmes et environnements allant des services gouvernementaux aux aéroports et au contrôle des frontières, [selon Slay News](#).

Les responsables ont révélé les détails du programme dans le vaste [rapport](#) du gouvernement intitulé "Ambition numérique du Canada 2022", publié le 4 août.

Selon le rapport, le "Programme d'identité numérique" fait partie de la priorité 2.2 de l'"Ambition numérique" du Canada, qui vise à "élaborer et utiliser des solutions communes pour la prestation de services numériques".

"Notre prochaine étape pour permettre le gouvernement numérique est l'adoption d'un modèle de prestation de services "gouvernement en tant que plateforme", indique le rapport. Le programme fédéral d'identité numérique est "la prochaine étape pour rendre les services plus faciles d'accès".

Les responsables ont déclaré que le programme était "l'équivalent électronique d'un document de preuve d'identité reconnu", tel qu'un permis de conduire ou un passeport, qui "confirme que "vous êtes bien celui que vous prétendez être" dans un contexte numérique".

Selon le rapport, "la pandémie de [COVID-19](#) a mis en évidence la nécessité pour les services gouvernementaux d'être accessibles et flexibles à l'ère numérique."

Toutefois, le partenariat du Canada avec le WEF a débuté avant la pandémie. Sous le gouvernement du Premier ministre canadien Justin Trudeau, [membre](#) du programme Young Global Leaders du WEF (Jeunes leaders globalistes du WEF), le Canada [participe](#) depuis 2018 au programme "Known Traveler Digital Identity" (KTDI) (identité numérique du voyageur connu), le programme pilote du WEF visant à développer une [identité numérique](#).

Le WEF a [décrit](#) la KTDI comme “la première collaboration mondiale en son genre” qui “réunit un consortium mondial de particuliers, de gouvernements, d’autorités et de l’industrie du voyage pour renforcer la sécurité des voyages dans le monde”.

Des fonctionnaires du gouvernement canadien, en 2018, [ont déclaré](#) que l’objectif de l’initiative KTDI était de “tester les technologies numériques émergentes et la manière dont elles peuvent améliorer la sécurité et le flux continu des voyageurs aériens légitimes”, en vue de [l’augmentation prévue](#) du nombre de voyageurs aériens dans le monde, qui passera de 1,2 à 1,8 milliard d’ici à 2030.

2030 est l’année cible de l’[“Agenda 2030”](#) des Nations unies et de ses [“objectifs de développement durable”](#), ou ODD.

Le WEF a [caractérisé](#) le programme KTDI comme étant “l’innovation perturbatrice dont l’écosystème mondial de la sécurité des voyages a besoin” et comme “un changement de paradigme vers un système d’identité numérique interopérable qui donne la priorité au voyageur, respecte la vie privée dès la conception et permet une coopération de confiance entre les partenaires internationaux des secteurs public et privé, nécessaire pour garantir la sécurité des mouvements de personnes à travers les frontières”.

[Selon le WEF](#), “le projet pilote KTDI offre un plus grand contrôle sur les informations personnelles, en confiant aux passagers le soin de décider quand et comment les données sont partagées grâce à une “identité numérique gérée par le voyageur”.”

L’affirmation selon laquelle les individus auront “un plus grand contrôle sur leurs informations personnelles” est un thème commun de ces initiatives d’identité numérique, y compris les passeports vaccinaux numériques, comme l’a [précédemment rapporté The Defender](#).

Dans un [communiqué de presse](#) de 2019, le WEF a expliqué comment la KTDI est liée plus largement aux documents d’identification de toutes sortes délivrés par les gouvernements, déclarant que “la KTDI est basée sur une identité numérique interopérable, liée directement aux documents d’identité délivrés par les gouvernements”, grâce à l’utilisation de “la cryptographie, de la technologie des grands livres distribués et de la [biométrie](#).”

Le système “garantit la portabilité et protège la confidentialité des données personnelles”, tandis que le grand livre numérique “fournit un enregistrement précis et inviolable des données d’identité de chaque voyageur et des transactions autorisées”, indique le communiqué de presse.

La technologie Blockchain figure en bonne place dans la KTDI, sa fonction principale étant [décrite](#) comme étant d’“émettre, révoquer et vérifier de manière cryptographique des identifiants de créance sans avoir besoin d’un intermédiaire centralisé (comme une autorité de certification).”

Utilisant “les données d’identité qui sont habituellement stockées sur une puce sur le passeport d’un passager”, cette [application numérique](#) serait “stockée et cryptée de manière sécurisée sur [un] appareil mobile”, et est contrôlée par les autorités “en utilisant la biométrie ... sans avoir besoin d’un passeport physique.”

Le communiqué de presse du WEF et d’autres documents n’expliquent pas pourquoi l’utilisation de passeports physiques est maintenant apparemment contraignante et ne

précisent pas si les “données d’identité” qui seraient stockées numériquement incluraient les certificats de vaccination, ce qui serait, en fait, une extension des [passeports de vaccination](#).

Andrew Bud, PDG de l’entreprise d’identification biométrique iProove, sous-traitant du ministère américain de la sécurité intérieure, a récemment [décrit](#) les certificats de vaccination comme étant à l’origine de « l’ensemble du domaine de l’identification numérique à l’avenir », ajoutant qu’ils « ne concernent pas seulement COVID [but] mais quelque chose d’encore plus grand » et que « une fois adopté pour COVID [they] ce sera rapidement utilisé pour tout le reste ».

Dans le cadre du programme KTDI, les passagers peuvent [établir](#) un “statut de voyageur connu” au fil du temps en accumulant des “attestations” de “partenaires de confiance”, tels que “les agences frontalières et les compagnies aériennes reconnues”, une fonctionnalité qui ressemble apparemment aux systèmes de “[score de crédit social](#)” actuellement testés en Chine.

Certains des partenaires du WEF dans le programme pilote KTDI sont également intéressants. Ils comprennent :

- L’aéroport international Schiphol d’Amsterdam, qui a connu récemment d’importants [retards](#) et où le trafic aérien a été [plafonné](#) en raison de prétendues préoccupations environnementales (les Pays-Bas font également partie du programme pilote KTDI).
- L’aéroport international de Toronto-Pearson - qui a également connu d’importants [retards](#) récemment.
- L’aéroport international Montréal-Trudeau, qui porte le nom du père de l’actuel premier ministre canadien, l’ancien premier ministre canadien Pierre Trudeau, et qui a également été le théâtre de [retards](#) importants l’été dernier.

Ces partenaires sont “[soutenus](#)” par la société irlandaise-américaine de technologie de l’information Accenture, qui a aidé l’Australie à [développer](#) son système de passeport numérique pour les vaccins.

À son tour, l’[idée](#) de la KTDI a été “initialement conceptualisée par un groupe de travail multipartite lancé en 2015”, comprenant plusieurs gouvernements et entités comme Google, Visa, Marriott International, le ministère américain de la Sécurité intérieure, l’Association internationale du transport aérien et INTERPOL.

Même si le Canada a commencé à [assouplir](#) ou à éliminer certaines des restrictions liées au COVID-19, qui sont parmi les plus restrictives au monde depuis plus de deux ans, les citoyens et les fonctionnaires continuent de faire face à des sanctions s’ils enfreignent les obligations en matière de vaccination s’ils refusent d’utiliser des passeports vaccinaux numériques.

Une conseillère municipale dans l’Ontario s’est vu [retirer](#) 90 jours de salaire pour avoir prétendument enfreint le mandat de vaccination de sa municipalité, plus précisément, en assistant en mai à deux réunions du conseil dont elle est membre sans fournir de preuve de vaccination contre le COVID-19. La pénalité a été perçue alors que le mandat en question a depuis été levé.

Et comme l'a [récemment rapporté The Defender](#), en juin, un médecin canadien s'est vu infliger une amende de 6 255 dollars à son retour dans son pays, en raison de son refus d'utiliser l'application d'information sanitaire ArriveCAN du pays.

[Selon le Global Government Forum](#), le Canada est l'un des [huit pays qui ont formé un groupe de travail pour l'identification numérique en 2020](#). Le groupe comprend également l'Australie, la Finlande, Israël, la Nouvelle-Zélande, le Singapour, les Pays-Bas et le Royaume-Uni.

Parmi les pays qui ont mis en place des systèmes d'identification numérique ou qui s'y emploient, citons l'[Estonie](#), l'[Allemagne](#), le [Royaume-Uni](#), et l'[Australie](#), ainsi que l'[UE](#).

Les responsables du gouvernement canadien [prévoient de](#) lancer des consultations publiques sur un cadre d'identification numérique pour les services du gouvernement fédéral, mais n'ont pas encore annoncé quand.

La source originale de cet article est [The Defender](#)
Copyright © [Children's Health Defense](#), [The Defender](#), 2022

Articles Par : [Children's Health Defense](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca